

Mardi des Agros , 19 mars 2024

La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?

En 1974, René Dumont lançait sa campagne électorale en alertant sur les risques de pénurie de la ressource en eau. En 2023, 2.2 milliards d'humains (1) n'ont toujours pas accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité, et les derniers rapports du GIEC renforcent la prophétie du célèbre agronome. Ainsi, la 6^{ème} limite planétaire, celle de l'eau douce vient d'être allégrement franchie.

Partout, la modification rapide du cycle de l'eau, souvent aggravée par des choix d'aménagements renforce la vulnérabilité des territoires. De nombreuses régions assistent à l'amplification des périodes de sécheresse et de leurs corollaires, les inondations. La France n'est pas épargnée, et les derniers étés ont réveillé les consciences sur l'impréparation globale du pays à la crise qui vient.

La question n'est pas nouvelle. Le partage des eaux entre les territoires, entre les usages, entre les besoins humains et non humains, est aussi vieux que la civilisation.

Certains territoires, comme souvent dans les zones à climats méditerranéens, disposent d'une longue culture de la gestion et du partage de l'eau. A l'autre bout du spectre, les climats plus tempérés, habitués à une ressource régulière, sont techniquement et culturellement impréparés aux nouveaux défis qui s'annoncent.

A l'échelle internationale, dans les bassins transfrontaliers sous tension, l'histoire récente nous démontre que si la « question de l'eau est souvent un révélateur de tensions, elle n'est pas un facteur déclenchant de conflits. Elle envenime les conflits préexistants mais peut parfois au contraire accélérer, par la construction de projets communs, les réconciliations. Il apparaît que **les conflits les plus difficiles à résoudre n'auront probablement pas lieu militairement entre Etats mais sur le plan politique et économique entre régions, entre villes et campagnes, entre groupes sociaux**» (2). Les conflits récents en France autour de la question des « Bassines / Réserves de substitution » illustrent parfaitement cette conflictualisation du partage de la ressource en eau.

Pour faire face, une série de réponses techniques est possible. L'éventail des solutions est large comme en témoignent les 53 mesures du Plan Eau annoncé par le Gouvernement à l'été 2023.

Des politiques d'aménagement, fondées souvent sur la mise en œuvre de grands ouvrages de mobilisation et de transfert, couplées à des stratégies d'efficacité des usagers de l'eau sont déployées à très grande échelle. Ces dernières années voient éclore de nouvelles façons d'aménager les territoires et de nouvelles pratiques agricoles pour « régénérer » le cycle de l'eau.

Mais quelles que soient les stratégies à retenir, il est urgent de retrouver les voies du dialogue et de la concertation pour désamorcer les « barricades de l'eau ».

- Quels sont les risques liés à l'eau qui vont s'amplifier avec le changement climatique ? Sommes-nous prêts ?
- Stocker, évacuer, drainer ou ralentir, répartir, infiltrer : comment combiner les différentes stratégies d'aménagement ? L'irrigation peut-elle être écologique ?
- Apaiser les conflits liés à l'eau : quelle voie de dialogue pour sortir de l'impasse ?

(1) [Développement durable : garantir l'accès de tous à l'eau \(un.org\)](https://www.un.org/fr/development/desa/water/2023-09-20-2023-09-20)

(2) David Blanchon – Atlas mondial de l'eau

(3) <https://www.gouvernement.fr/preservons-notre-ressource-en-eau/les-53-mesures-du-plan-eau>